

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

## MAINTENANCE DE L'ESPACE CLIENTS DES PONTS DE NORMANDIE ET DE TANCARVILLE

### ÉVOLUTIONS TECHNIQUES ET FONCTIONNELLES



**Numéro de consultation** : CCITSE-2026-AOO-03



**Procédure de passation** : Appel d'offres ouvert, procédure formalisée prévue par les articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

## TABLE DES MATIÈRES

Article 1 -	IDENTIFICATION .....	4
Article 2 -	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
Article 3 -	PÉRIMÈTRE DE L'ACCORD-CADRE .....	4
Article 4 -	ALLOTISSEMENT .....	5
Article 5 -	FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article 6 -	DURÉE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
Article 7 -	FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS.....	6
Article 8 -	LIEUX D'EXECUTION .....	6
Article 9 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	6
Article 10 -	MARCHÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	7
Article 11 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
11.1	Représentation des parties.....	7
11.2	Obligations du titulaire.....	12
11.3	Responsabilité du titulaire.....	13
11.4	Considérations sociales .....	13
11.5	Considérations environnementales .....	13
11.6	Traitement de données à caractère personnel.....	14
11.7	Confidentialité et secret des affaires .....	15
11.8	Clause de réexamen .....	15
11.9	Constatation de l'exécution des prestations.....	16
11.10	Garantie.....	16
11.11	Primes.....	16
11.12	Pénalités .....	16
Article 12 -	REGIME FINANCIER .....	18
12.1	Forme et contenu des prix.....	18
12.2	Variation des prix .....	19
12.3	Avances .....	20
12.4	Modalités financières .....	20
12.5	Prestations non prévues au bordereau des prix unitaires (BPU).....	23
12.6	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	24
12.7	Modifications financières pour circonstances imprévisibles .....	24
Article 13 -	DISPOSITIONS DIVERSES.....	25
13.1	Echanges dématérialisés .....	25
13.2	Langue et documentation .....	25
13.3	Sous-traitance.....	25
13.4	Propriété intellectuelle .....	26

13.5	Assurances .....	26
13.6	Autres obligations administratives.....	26
13.7	Modifications dans la structure du titulaire.....	27
13.8	Redressement - Liquidation judiciaire .....	27
13.9	Cession de l'accord-cadre .....	27
13.10	Références à l'accord-cadre .....	27
13.11	Résiliation .....	28
13.12	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	28
13.13	Différends.....	28
13.14	Litiges et contentieux .....	28
Article 14 -	DEROGATIONS AU CCAG-TIC .....	29

## Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par :

**Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire**

181 quai Frissard - BP 1410 - 76067 LE HAVRE cedex

Mail : [contact@seine-estuaire.cci.fr](mailto:contact@seine-estuaire.cci.fr)

Site internet : <https://www.seine-estuaire.cci.fr/>

Tél : 02 35 55 26 00

SIRET : 130 021 694 00018

Code NAF/APE : 94.11Z

N° TVA Intracommunautaire : FR61130021694

Personne signataire de l'accord-cadre, représentant de l'acheteur :

**Monsieur Yves LEFEBVRE**, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire en vertu d'une délibération de l'assemblée générale en date du 25 novembre 2021, ou par délégation, **Madame Isabelle PRAT**, Vice-Présidente Commerce et Présidente Délégation du Havre.

Le titulaire :

Est désigné par l'expression « le titulaire », l'opérateur économique attributaire de l'accord-cadre à l'issue de la procédure de mise en concurrence et une fois l'acte d'engagement signé par l'ensemble des parties. Le titulaire est la personne morale ou physique désignée dans l'acte d'engagement.

## Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet des prestations de maintenance de l'espace clients ponts (ECP) ainsi que la mise en œuvre d'évolutions techniques et fonctionnelles.

L'accord-cadre porte sur des prestations de service de nature informatique.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Codes CPV de la consultation :

- Nomenclature principale :

**72267000-4 Services de maintenance et de réparation de logiciels**

- Nomenclatures supplémentaires :

**50324100-3 Services de maintenance de systèmes**

## Article 3 - PÉRIMÈTRE DE L'ACCORD-CADRE

La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire exploite les ouvrages de la concession du pont de Normandie et de la concession du pont de Tancarville, en tant que concessionnaire de l'Etat, jusqu'au 17 novembre 2031. Dans le cadre de l'exploitation de ces ouvrages, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire s'est dotée en 2016 d'un outil espace clients ponts (ECP) sur le web qui contient plusieurs fonctionnalités au service de usagers. Le présent accord-cadre vise à renouveler le contrat de maintenance de ce système.

Le titulaire ne peut se prévaloir, en sa qualité de sachant, de toute anomalie ou insuffisance qui lui serait apparue lors de la constitution de son offre et dont il n'aurait pas fait état en phase de consultation, quant aux conditions d'exécution indiquées et aux éventuelles erreurs ou omissions, imprécisions et contradictions qu'il aurait relevé dans les différents documents du cahier des charges.

## Article 4 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti.

## Article 5 - FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre se décompose en prestations forfaitaires et en prestations à bons de commande.

Pour sa partie à bons de commande, l'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Pour sa partie à bons de commande, l'accord-cadre est conclu

- sans minimum ;
- et conformément à l'article R2162-4 2° du code de la commande publique, avec un maximum exprimé comme suit :

Montant maximum		
Pour la période initiale (12 mois)	Pour chaque période de reconduction (12 mois)	Pour la durée totale de l'accord- cadre (72 mois)
40 000,00 € HT	40 000,00 € HT	240 000,00 € HT

Pour sa partie à bons de commande, le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## Article 6 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois fermes à compter de sa date de notification.

Il peut être reconduit cinq (5) fois, pour des périodes de douze (12) mois, de manière tacite.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions ou les non-reconductions.

En cas de non-reconduction, l'acheteur en informe le titulaire au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder soixante-douze (72) mois. Eu égard aux dispositions de l'article L.2125-1 du code de la commande publique, la durée de l'accord-cadre permet d'assurer les prestations jusqu'au terme de l'exploitation des concessions du pont de Normandie et de Tancarville fixé au 17 novembre 2031, ainsi que les éventuelles opérations de transfert et réversibilité avec le concédant et un éventuel nouveau concessionnaire.

Les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Tout bon de commande notifié pendant la durée de validité de l'accord-cadre continue à s'exécuter quelle que soit la date de commencement d'exécution des prestations et ce, jusqu'à leur terme.

La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du titulaire concerné.

Le présent article s'applique sous réserve que le montant maximum du présent accord-cadre n'ait pas été atteint.

## Article 7 - FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS

Le fractionnement des prestations en tranches ne s'applique pas dans le présent accord-cadre exécuté en partie par l'émission de bons de commande et en partie par l'exécution de prestations forfaitaires.

## Article 8 - LIEUX D'EXECUTION

Les lieux d'exécution physiques des prestations sont :

<b>Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire</b> Siège social 181 quai Frissard - BP 1410 76067 LE HAVRE cedex
<b>Pont de Normandie</b> Service Exploitation Sandouville 76085 LE HAVRE Cedex
<b>Pont de Tancarville</b> Service Exploitation Route Nationale 182 27680 LE MARAIS VERNIER

## Article 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, l'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **Pièces particulières** :
  - l'acte d'engagement et ses annexes :
    - annexe n°1 : annexe financière comprenant
      - d'une part la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour l'exécution de prestations forfaitaires ;
      - et d'autre part le bordereau des prix unitaires (BPU) pour l'exécution de prestations à bons de commande.
    - annexe n°2 : interlocuteurs référents ;
  - le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
  - le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
  - les règlements d'exploitation du pont de Normandie et du pont de Tancarville ;
  - le document « questions-réponses » retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques, le cas échéant ;
  - l'offre technique du titulaire ;  
Seuls sont intégrés aux pièces contractuelles les engagements du titulaire à l'égard de l'acheteur tels qu'exposés dans l'offre technique ;
  - le cas échéant, leurs actes modificatifs (avenants), postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables à l'acheteur. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à l'acheteur.

▪ **Pièces générales :**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux en vigueur applicables dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les pièces générales ne sont pas jointes à l'accord-cadre. Elles sont réputées connues des parties en présence, la signature des pièces particulières entraînant leur acceptation.

Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

En cas d'évolution, pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant l'accord-cadre se réfèrent, le titulaire doit en informer par écrit les représentants désignés de l'acheteur pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution.

Cette information doit être accompagnée d'une analyse, au moins sommaire, des incidences de ces évolutions sur le projet. La décision de l'acheteur est alors notifiée par écrit au titulaire dans un délai d'un (1) mois. A défaut de notification, cette évolution n'est pas prise en compte.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus. Une contradiction s'entend comme une impossibilité radicale d'appliquer simultanément deux stipulations. Si tel n'est pas le cas, les stipulations sont considérées comme complémentaires et s'appliquent.

Cette disposition est d'application générale, sauf dans les cas suivants :

- Lorsqu'une indication est manifestement erronée (erreur de frappe ou d'impression) et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît manifestement comme étant la plus logique sera alors d'application même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- En cas d'accord intervenu entre les parties concernées par la contradiction

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus, constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

Seules les pièces conservées dans les archives de l'acheteur font foi.

## **Article 10 - MARCHÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## **Article 11 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **11.1 Représentation des parties**

#### **11.1.1 Représentation de l'acheteur**

L'acheteur est :

**Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire**  
181 quai Frissard  
BP 1410  
76067 LE HAVRE cedex

Représenté par :

**Monsieur Yves LEFEBVRE**, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 25 novembre 2021, ou par délégation, **Madame Isabelle PRAT**, Vice-Présidente Commerce, Présidente Délégation du Havre.

Les services en charge du suivi des prestations sont :

**Direction des concessions**

**Direction des systèmes d'information**

Représentés par :

**Mme Claire GRIVEL**

Directrice des concessions

Mail : [cgrivel@seine-estuaire.cci.fr](mailto:cgrivel@seine-estuaire.cci.fr)

**M. Christophe DAVID**

Responsable informatique

Mail : [christophe.david@normandie.cci.fr](mailto:christophe.david@normandie.cci.fr)

**Mme Anne-Marie DUCRET**

Manager de projet

Mail : [anne-marie.ducret@normandie.cci.fr](mailto:anne-marie.ducret@normandie.cci.fr)

**M. Guillaume LAMY**

Responsable sécurité système d'information

Mail : [guillaume.lamy@normandie.cci.fr](mailto:guillaume.lamy@normandie.cci.fr)

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

### **11.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à l'annexe n°2 de l'acte d'engagement.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### **11.1.3 Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de quinze (15) jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations. Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

### **11.1.4 Délais d'exécution des prestations forfaitaires**

Les délais d'exécution des prestations forfaitaires sont fixés dans l'offre du titulaire.



Le point de départ du délai d'exécution des prestations forfaitaires est la notification de l'accord-cadre.

En complément des articles 2 et 3.8 du CCAG-TIC, les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par l'acheteur au titulaire de l'accord-cadre.

### **11.1.5 Emission et exécution des bons de commande**

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est par principe sa date de sa notification, ou le cas échéant, la date fixée dans le bon de commande, postérieure à la notification de celui-ci.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- les coordonnées du bénéficiaire] (SIRET, etc.) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- la date de livraison prévisionnelle ;
- le délai d'exécution de la prestation ;
- la date de début d'exécution du bon de commande ;
- la date de fin d'exécution du bon de commande ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- la référence au devis ;
- le nom de l'accord-cadre ;
- la référence de l'accord-cadre ;

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les quinze (15) jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de quinze (15) jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG-TIC.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

### **11.1.6 Pilotage**

Le titulaire transmet à l'acheteur à une fréquence annuelle un état de son activité au sein du présent accord-cadre.

Cet état d'activité comprend :

- la liste des bons de commande émis avec leur référence, objet, date et leur montant ;
- les dates d'exécution effectives ;
- les dysfonctionnements le cas échéant ;
- les pénalités déduits le cas échéant ;
- le nombre d'avoir émis le cas échéant ;
- le nombre de factures rejetées le cas échéant ;

Le titulaire fournit à l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre et qui sont indispensables à son exécution.

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution de l'accord-cadre, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution de l'accord-cadre s'assure du respect de ces obligations.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité.

### **11.1.7 Exigences relatives aux prestations**

#### **11.1.7.1 Matériel, objet ou approvisionnement mis à disposition**

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

#### **11.1.7.2 Connaissance des lieux**

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de l'état des lieux et des conditions d'intervention sur les sites après avoir pris en compte dans ses prix les sujétions qu'elles lui créent.

Dans son organisation, le titulaire doit prendre en compte un certain nombre de contraintes liées au fonctionnement et à l'exploitation des ponts. Il doit notamment s'acquitter des droits de péage.

#### **11.1.7.3 Qualité des prestations**

Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il se conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. Sur demande de l'acheteur, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration).

La qualité des prestations s'impose au titulaire dans le cadre de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au présent accord-cadre. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer à l'accord-cadre.

Les résultats à atteindre sont décrits au CCTP. Les prestations sont conformes aux spécifications techniques décrites dans le CCTP et dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ces prestations soient de qualité équivalente pendant toute la période d'exécution de l'accord-cadre.

#### **11.1.7.4 Modalités de fin de contrat**

Le titulaire laisse les espaces qui lui auront été confiés en parfait état sans qu'il soit besoin de diligenter une remise en état ; si tel n'est pas le cas, les frais de cette remise en état lui seront imputés.

#### **11.1.8 Réversibilité**

##### **11.1.8.1 Engagements du titulaire**

La réversibilité fait partie des engagements de service du titulaire. Les prestations confiées au titulaire, leur conception et leur mode d'exécution, doivent permettre par nature la réversibilité.

La phase de réversibilité impose au titulaire sortant de préparer un transfert de compétences, et de restituer la connaissance et la maîtrise acquises par ses équipes vers le preneur (l'acheteur ou un futur prestataire choisi par l'acheteur).

La phase de réversibilité doit :

- garantir la restitution de l'ensemble des données sans coût supplémentaire ;
- permettre la récupération des actifs externalisés et des développements spécifiques réalisés ;
- couvrir les questions juridiques.

Le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre afin de permettre à l'acheteur de reprendre les prestations ou de les faire reprendre, le cas échéant, dans les meilleures conditions. Le titulaire s'engage à prévoir et garantir une totale réversibilité au plan technique des prestations.

##### **11.1.8.2 Livrables**

Dès le déclenchement de la réversibilité, l'acheteur est en droit d'obtenir du titulaire que celui-ci lui communique toutes informations destinées à lui permettre de reprendre ou de faire reprendre le SI et notamment :

- le référentiel applicatif (logiciel et documentaire), dont un état de configuration ;
- les contrats portant sur les connaissances antérieures utilisées dans le SI, la documentation nécessaire, les bases de données, les fichiers, les scénarios de recette, jeux d'essais, documentation et tout autre élément utile au titre de cette réversibilité ;
- le transfert des droits que détient le titulaire sur les résultats nécessaires à la réversibilité et à la transférabilité, sans frais nécessaires ;
- toutes les documentations de maintenance et d'exploitation, les rapports d'activité et d'exploitation ;
- toutes les données de la personne publique qui devront être supprimées des systèmes du titulaire qui devra les transférer à la personne publique sur un support préalablement défini ;
- les documents de suivi (registre des incidents, risques, plannings, tableaux de bord, etc.), de toutes les actions de maintenance, au minimum au format électronique (dump des bases de données, etc.) et le cas échéant au format « papier » ;
- les procédures et/ou scripts développés dans le cadre du projet ;
- la base de connaissances développée dans le cadre de l'assistance ;
- participer à une réunion de clôture avec un bilan finalisé détaillé et argumenté présentant les risques identifiés de reprise des prestations de TMA ;
- fournir dans le mois qui suit la fin de la période de réversibilité un document formel, émis par l'officier de sécurité des systèmes d'information (OSSI) du titulaire, certifiant la destruction des données ou du support physique de stockage des données.
- et, plus généralement, livrer tout document et/ou élément qui aurait été mis à sa disposition par l'acheteur.

Le titulaire s'engage à ne pas en conserver de copies si l'acheteur a donné au titulaire l'instruction écrite de les effacer ou de les détruire.

#### **11.1.9 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance**

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit

par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles tel que proposé dans le règlement de la consultation soient effectuées directement par le titulaire.

## **11.2 Obligations du titulaire**

### **11.2.1 Obligation de conseil**

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

### **11.2.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **11.2.3 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire (ou de ses sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui.

Le titulaire doit être informé quinze (15) jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six (6) mois au-delà de la résiliation ou de la fin de l'accord-cadre, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris les dispositions nécessaires en matière de destruction des données ont été respectées en application de l'article 24 CCAG-TIC.

Le titulaire dispose d'un inventaire et d'une cartographie des systèmes d'information dont il a la charge et doit les maintenir, selon les préconisations de l'ANSSI issues du guide « cartographie des systèmes d'information ». L'inventaire et la cartographie comprennent également la liste des « briques » matérielles et logicielles utilisées, ainsi que leurs versions exactes avec leur configuration. Ils comportent une base de données de configuration. La cartographie est livrée à la demande de l'acheteur.

Le titulaire installe et maintient les dispositifs du service dans des versions stables et à jour de leurs correctifs de sécurité et conformément à la procédure de maintien en condition de sécurité.

Les versions installées doivent être des versions supportées sauf si celles-ci empêchent la réalisation du service (art 40 CCAG-TIC)

Le titulaire met à disposition de l'acheteur l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande de l'acheteur.

Pour les prestations, produits et services fournis dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de mettre à disposition un dispositif d'information dédié à la sécurité informatique. Le titulaire tiendra ainsi l'acheteur informé des divers incidents et vulnérabilités affectant les systèmes d'information (annonce de correctif, attaque en cours...) et des mesures correctives ou conservatoires à appliquer.

### **11.3 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

### **11.4 Considérations sociales**

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

### **11.5 Considérations environnementales**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

#### **11.5.1 Clause environnementale générale**

Les documents de l'accord-cadre précisent les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution. Ces obligations doivent être vérifiables selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif. Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par l'accord-cadre.

En cas de non-respect des obligations prévues au présent accord-cadre, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par le présent CCAP.

#### **11.5.2 Réglementation**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement. Cela inclut, mais ne se limite pas à, la conformité avec les directives sur la consommation énergétique, les émissions de CO<sub>2</sub>, et l'utilisation des ressources naturelles. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En outre, le titulaire doit anticiper les évolutions réglementaires et technologiques afin de garantir que ses solutions restent conformes aux nouvelles exigences. Cette anticipation implique :

- Une veille active sur les évolutions des normes et des bonnes pratiques environnementales.
- L'intégration proactive des nouvelles exigences dans le développement et la mise à jour des solutions.
- La communication transparente avec les utilisateurs concernant les évolutions des services, notamment en ce qui concerne les impacts environnementaux et les modifications nécessaires pour rester en conformité.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

### **11.5.3 Déchets**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

### **11.5.4 Support des livrables**

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et à la demande de l'acheteur sur supports en papier.

Le papier est alors sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible).

En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié.

Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le prix.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

## **11.6 Traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire de l'accord-cadre est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification de l'accord-cadre, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Conformément au CCAG-TIC, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

## **11.7 Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

De par l'objet-même de l'accord-cadre, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## **11.8 Clause de réexamen**

### **11.8.1 Conditions générales**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

## **11.8.2 Transfert**

L'acheteur a conclu le présent accord-cadre en qualité de titulaire de deux concessions relatives à la construction, l'entretien et l'exploitation du pont de Normandie d'une part et du pont de Tancarville d'autre part, qui lient l'acheteur à l'État.

Lesdites concessions arrivent chacune à échéance le 17 novembre 2031.

En conséquence, et le cas échéant, l'accord-cadre sera de plein droit transféré à compter du 18 novembre 2031 (00h00) à l'État ou à toute(s) personne(s) morale(s) succédant à ce dernier dans les compétences qu'il exerce au titre de chacun des ponts.

Le titulaire accepte par avance ce transfert, qui n'ouvrira aucun droit à indemnisation, à résiliation ni aucun autre droit à son profit.

Une fois le transfert du présent accord-cadre opéré, le titulaire et le(s) successeur(s) de l'acheteur conviendront en tant que de besoin des adaptations à y introduire dans ses seules clauses administratives, afin d'y refléter les conséquences de ce transfert (identification de l'acheteur, de ses représentants, du comptable assignataire, etc.).

## **11.9 Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.9.1 Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées en application des articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

### **11.9.2 Décisions après vérification**

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application des articles 33 et 34 du CCAG-TIC, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

## **11.10 Garantie**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 36 du CCAG-TIC.

La garantie prévue s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

## **11.11 Primes**

Sans objet.

## **11.12 Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.



Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Conformément au CCAG-TIC, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou ses sous-traitants, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

### **11.12.1 Pénalités pour non-conformité/dysfonctionnements impliquant des reprises nécessaires dans l'exécution des prestations**

- Définition des types d'anomalies:
  - Anomalie bloquante : dégradation majeure du fonctionnement. Une fonction vitale du système est inutilisable ou fortement dégradée alors qu'elle est nécessaire à une exploitation normale du service ;
  - Anomalie majeure : une fonctionnalité importante est détériorée ou une fonction non vitale est inutilisable. Le service est exploitable tout en étant dégradé. Il n'y a ni blocage, ni perte d'information mais le dysfonctionnement induit des difficultés ou travaux supplémentaires ;
  - Anomalie mineure : défaut jugé peu perturbant ne provoquant ni dégradation, ni restriction d'utilisation du service mais à corriger néanmoins.  
Le cumul d'anomalies mineures peut se transformer en anomalie bloquante.
- Au stade de la Vérification d'aptitude au bon fonctionnement :
  - Il est sursis à la vérification d'aptitude pour une période de 5 jours. En cas de persistance de l'anomalie, une pénalité de 100€ HT par jour d'indisponibilité de la solution est appliquée, nonobstant la possibilité pour la CCIT SE de prononcer la vérification d'aptitude.
- Au stade de la Vérification de Service Régulier :
  - En cas de non-conformité majeure ou bloquante des prestations réalisées par rapport au cahier des charges détaillé, il est sursis à la vérification de service régulier qui reprend dans un délai maximum de 2 jours. En cas de persistance de l'anomalie, la vérification est refusée et la pénalité journalière précitée appliquée.
  - En cas de non-conformité mineure des prestations réalisées par rapport au cahier des charges détaillé, il est sursis à la vérification de service régulier pour une période de 4 jours. En cas de persistance de l'anomalie, la pénalité précitée majorée le cas échéant est appliquée, nonobstant la possibilité pour la CCIT SE de prononcer la vérification de service régulier et la réception de la prestation moyennant une réfaction.

### **11.12.2 Pénalités pour indisponibilité (marchés de maintenance)**

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-TIC, en cas d'indisponibilité du système, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 100 euros par heure d'indisponibilité.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite au titulaire et sa résolution.

### **11.12.3 Pénalités liées aux considérations environnementales**

En cas de manquement aux obligations prévues à l'article 11.5 du présent CCAP, le titulaire du marché encourt une pénalité forfaitaire de 100 euros par « non-conformité » constatée.

### **11.12.4 Pénalités pour violation du secret des affaires**

En cas de violation du secret des affaires, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 000 euros par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

### **11.12.5 Pénalités pour travail dissimulé**

Lorsque le représentant de l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R8222-3 du Code du travail, pour répondre à l'injonction du représentant de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 100 euros par jour calendaire de retard, dans le respect des conditions de l'article L8222-6 du code du travail.

### **11.12.6 Autres pénalités liées à l'exécution des prestations**

En cas d'absence à une réunion à laquelle il est dûment convoqué, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par absence. Tout retard de plus de 30 minutes sur l'heure de la réunion souhaitée est considéré comme une absence.

En cas de retard de production des attestations d'assurance à l'acheteur dans les trente (30) jours, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par jour calendaire jusqu'à la production des pièces.

En cas de non-respect des mesures prévues au règlement d'exploitation du site d'exploitation, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 euros par manquement constaté.

## **Article 12 - REGIME FINANCIER**

### **12.1 Forme et contenu des prix**

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés à l'article 46.2.1 et suivants du CCAG-TIC incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison indiquée au CCTP.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;

- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage ne sera facturé. Toutes les livraisons seront effectuées en « emballage perdu » ou récupérable. Indiquer si besoin le minimum et le maximum pour l'ensemble et/ou chacune des tranches]
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20.4 du CCAG-TIC ;
- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec l'acheteur]
- le suivi contractuel ;

## 12.2 Variation des prix

### **Révision des prix à l'initiative du titulaire :**

Afin de tenir compte des variations économiques, les prix sont révisables sur demande du titulaire. L'ajustement des prix, à la hausse comme à la baisse, peut ainsi être sollicité sur demande écrite du titulaire.

### **Périodicité de révision des prix :**

Les prix sont révisés à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule décrite ci-dessous.

### **Notification des demandes de révisions :**

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande de paiement, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

Le titulaire adresse sa demande de révision de prix et son bordereau des prix unitaires révisé aux représentants de l'acheteur au moins trente (30) jours calendaires avant la date souhaitée pour l'application de ladite révision des prix. La demande mentionne le numéro de l'accord-cadre objet de la demande de révision des prix.

L'acheteur dispose d'un délai de vingt-et-un (21) jours calendaires pour agréer ou refuser la demande présentée par le titulaire. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des nouveaux prix.

Les nouveaux prix sont intégrés à l'accord-cadre sans nécessiter la passation d'un avenant audit accord-cadre et ne peuvent en aucun cas déroger aux stipulations dudit accord-cadre.

Si aucune demande n'est formulée (ou après l'échéance), les prix ne sont pas révisés pour la nouvelle période de douze mois.

### **Modalités de révision des prix :**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix sont révisés par l'application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[ 0,20 + 0,80 \left( \frac{SYNTEC_m}{SYNTEC_0} \right) \right]$$

dans laquelle :

P = prix révisé ;  
Po = prix fixé dans l'offre du titulaire ;  
SYNTEC<sub>0</sub> = valeur de l'Indice Syntec calculé par la Fédération Syntec en vigueur au mois d'établissement des prix ;  
SYNTEC<sub>m</sub> = valeur de l'Indice Syntec calculé par la Fédération Syntec à la date de la révision.

### **Clause butoir :**

L'évolution des prix est limitée à une augmentation de 5% et à une baisse de 5% calculées à chaque révision annuelle à l'initiative du titulaire.

### **Clause de sauvegarde :**

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 5%, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

### **Disparition de l'indice :**

En cas de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié, et si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire en rapport avec l'activité l'objet de l'accord-cadre. Cet indice devra être choisi de telle sorte qu'il soit le plus proche possible de l'indice disparu et qu'il respecte l'esprit que les parties ont entendu définir pour cette clause de révision.

## **12.3 Avances**

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 10 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

## **12.4 Modalités financières**

### **12.4.1 Répartition des paiements**

La périodicité des acomptes est fixée à un (1) mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

### **12.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire ou d'un co-traitant, une copie de l'original du bon de commande revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Il est remis, sur demande du titulaire ou d'un co-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Les comptables assignataires compétents sont pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

### **12.4.3 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics ou 50 jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées). La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45) suivant la mise en paiement du principal.

#### **12.4.4 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

##### **12.4.4.1 Mentions obligatoires**

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

##### **12.4.4.2 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

#### **12.4.4.3 Frais particuliers**

Sans objet.

#### **12.4.4.4 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

#### **12.4.4.5 Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 retranscrite dans l'article L2192-1 du code de la commande publique ;
- du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

##### **1) Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

##### **2) Mode service ou API (Application Programming Interface)**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

##### **3) Mode EDI (Echange de données informatisées)**

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

##### **Préalables techniques et réglementaires :**

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

**Les factures sont établies en un seul original et envoyées aux adresses suivantes :**

L'ordonnateur des paiements est :

**Monsieur Nicolas ROUTEL**

Secrétaire  
Direction Administrative et Financière  
181 quai Frissard, BP 1410  
76067 LE HAVRE cedex

Le comptable assignataire des paiements est :

**Monsieur François SAYARET**

Trésorier de la CCIT Seine Estuaire  
Direction Administrative et Financière  
181 quai Frissard, BP 1410  
76067 LE HAVRE cedex

## **12.5 Prestations non prévues au bordereau des prix unitaires (BPU)**

Les prestations du présent accord-cadre sont détaillées dans le bordereau des prix unitaires.

Toutefois, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de commander d'autres prestations en lien direct avec l'objet de l'accord-cadre en fonction des besoins qui pourraient survenir en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ces commandes se feront alors sur la base d'un devis détaillé.

Ces commandes devront s'effectuer à titre exceptionnel, être en lien direct avec l'objet de l'accord-cadre et seront limitées à 10 % de son montant € HT annuel maximum.

Ces prestations feront l'objet de bons de commande notifiés au titulaire après acceptation par l'acheteur du devis préalable obligatoirement établi par le titulaire.

Afin de respecter et d'optimiser la bonne exécution du présent accord-cadre, le titulaire veillera à communiquer un devis correspondant aux prestations demandées, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, à compter de la demande de l'administration.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Tout devis établi par le titulaire doit avoir été accepté de manière formelle et écrite par le représentant de l'acheteur avant tout commencement d'exécution des prestations. Les prestations sont contractualisées par la passation d'un bon de commande sans qu'il y ait lieu d'établir un avenant.

L'éventuelle discussion postérieure à l'émission de devis doit permettre à l'acheteur de vérifier le caractère adéquat des modalités techniques et financières de la réalisation des prestations et de la satisfaction de ses besoins.

La production de devis ne constitue pas une prestation au sens du présent accord-cadre et ne peut donc donner lieu au versement d'une rémunération.

Elle ne crée aucun droit à recevoir une commande. Les demandes de devis qui ne font pas l'objet ultérieurement d'un bon de commande ne sont pas indemnisées.

Lorsque le devis est accepté, l'acheteur émet le bon de commande afférent.

Dans les cas d'urgence, la commande peut être faite par tous moyens de transmission possible (téléphone, mail, etc.) et le titulaire est tenu d'y répondre. Un bon de commande de régularisation sera alors adressé ultérieurement au titulaire.

Le titulaire doit tenir informés régulièrement les services de l'acheteur des nouveautés et produits innovants.

## **12.6 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande**

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état annuel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 85 % de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organise.

## **12.7 Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :



- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **Article 13 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **13.1 Echanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

### **13.2 Langue et documentation**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution de l'accord-cadre s'effectue en français, en proscrivant les anglicismes ou les néologismes.

Dans le cas où l'emploi d'un anglicisme ou d'un néologisme est inévitable, une définition précise, complète et rédigée en français en sera donnée en introduction de chaque document.

Tous les documents produits dans le cadre de l'exécution de la prestation seront livrés sous forme électronique PDF ou HTML ou par lien URL imprimable ainsi que dans le format bureautique standard.

### **13.3 Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG-TIC.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

## **13.4 Propriété intellectuelle**

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le présent accord-cadre fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

## **13.5 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## **13.6 Autres obligations administratives**

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail ;

- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent accord-cadre (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

### **13.7 Modifications dans la structure du titulaire**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre. L'acheteur doit être informée dans les meilleurs délais des modifications de la structure juridique de la société (fusion, acquisition, absorption), modification du Siret, du RIB et de tous les éléments de facturation.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de l'acheteur dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre de l'accord-cadre et le titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non-communication des modifications, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

### **13.8 Redressement - Liquidation judiciaire**

En cas de redressement judiciaire, le titulaire doit prévenir l'acheteur dans les quinze (15) jours calendaires maximum qui suivent le jugement du tribunal de commerce. L'accord-cadre est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, ce dernier doit prévenir l'acheteur dès jugement du tribunal prononçant l'ouverture de la liquidation judiciaire. L'accord-cadre est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

### **13.9 Cession de l'accord-cadre**

Toute cession de l'accord-cadre à une autre personne morale ou physique est interdite sauf autorisation expresse de l'acheteur.

Dans ce cas, le titulaire doit en avertir l'acheteur trois (3) mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception, le nouveau titulaire s'étant auparavant engagé à respecter les conditions initiales de l'accord-cadre.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **13.10 Références à l'accord-cadre**

L'utilisation de l'accord-cadre ou des prestations réalisées en tant que référence, est subordonnée à l'accord écrit et préalable de l'acheteur.

Il est précisé que le titulaire n'a pas le droit de réaliser ou de faire réaliser des photographies sans l'autorisation préalable de l'acheteur. Dans l'hypothèse où cette autorisation est accordée, le titulaire doit remettre à l'acheteur un tirage de ces photographies.

### **13.11 Résiliation**

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-TIC :

- résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre (décès, liquidation judiciaire, etc.) ;
- résiliation pour événements liés à l'accord-cadre (difficultés techniques particulières, force majeure, etc.) ;
- résiliation pour faute du titulaire ;
- résiliation pour motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 et dans les cas prévus aux articles L2195-1 à L2195-6 du Code de la commande publique.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, selon les dispositions du CCAG-TIC.

### **13.12 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-TIC.

### **13.13 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### **13.14 Litiges et contentieux**

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rouen.

**Tribunal administratif de Rouen**

53 avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Téléphone : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)

Site internet : <http://rouen.tribunal-administratif.fr>

## Article 14 - DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation
9	4.1
11.12	14.1.2
11.12	14.1.3
11.12.2	14.2
13.11	51

Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au CCAG-TIC n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au CCAG-TIC qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent accord-cadre.